

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITM LAI

740, rue Alexandre Dumas
39700 Rochefort-Sur-Nenon

Références : CR/NM/2026/M_83 Lettre recommandée avec AR N°880000683652264
Code AIOT : 0003302349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement ITM LAI implanté 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LAI
- 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon
- Code AIOT : 0003302349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ITM LAI (logistique alimentaire internationale) exploite un entrepôt de stockage sur le territoire de la commune de Rochefort-sur-Nenon. L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 5 mars 2020 n° AP-2020-16-DREAL. Par ailleurs, le site relève de l'article L. 515-32 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso). En effet, l'établissement répond à la règle de cumul seuil bas, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.7.4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.8.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administratifs	article Point 1.2	
2	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en mesure de présenter un état des stocks le jour de l'inspection. Toutefois, des compléments devront être apportés aux procédures et outils utilisés afin que l'accès à l'information de la localisation, des quantités et des dangers présentés par les matières stockées soit rapide et aisé.

Par ailleurs, il est proposé un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure : une porte d'un degré de résistance au feu EI120, dont la fermeture est asservie au dispositif de détection d'incendie, est en dysfonctionnement depuis plusieurs années, sans mesure compensatoire prise par l'exploitant. Le test périodique du 01/02/2026 mentionne par ailleurs que les portes EI120 C1431 et C814 dysfonctionnent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : [...] Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les deux derniers rapports de visite de l'assureur ont été demandés et transmis par l'exploitant en amont de l'inspection. Le premier date du 9 juin 2022 et le second du 20 février 2025. Les évaluations ont été réalisées selon les standards NFPA (National Fire Protection Association : organisme américain établissant des règles et normes en matière de sécurité et notamment de lutte contre les dommages physiques et matériels dus aux incendies).

<p>Il est indiqué que la direction de l'établissement est fortement impliquée dans la prévention des risques. La totalité des recommandations humaines et matérielles majeures formulées en 2022 ont été soldées. L'établissement a un très bon niveau de gestion des risques.</p>
<p>En 2025, deux recommandations sont établies : poursuivre l'établissement du plan de continuité de l'activité (PCA) et compléter le programme de maintenance électrique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse des dérivés furaniques, pour avoir une référence et pouvoir suivre le vieillissement des isolants ; - un contrôle par injection de courant sur les principaux disjoncteurs, tous les trois ans au minimum pour vérifier leur bon fonctionnement.
<p>Il est indiqué dans le rapport de l'assureur que l'exploitant précise que ces deux recommandations seront prises en compte lors de la prochaine coupure électrique.</p>
<p>Lors de l'inspection du 25 février, l'exploitant a indiqué avoir complété son PCA et qu'il procédera au prélèvement pour analyse des huiles des transformateurs en novembre prochain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune modification n'a été opérée depuis l'arrêté préfectoral du 21/11/2022.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente l'état des stocks et il est constaté que les seuils des rubriques de l'arrêté préfectoral ne sont pas dépassés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'exploitant a mis en place une organisation pour le suivi de l'état des stocks. C'est l'animatrice "sécurité, prévention, environnement" qui en est en charge et en son absence, un agent administratif.

L'état des stocks est envoyé par mel chaque jour à plusieurs personnes (animatrice "sécurité", responsable QHSE, directeur, etc.) et il existe une alerte (par mel) si 80 % des seuils des rubriques l'arrêté préfectoral sont dépassés. Dans ce cas, l'animatrice "sécurité" contacte le service approvisionnement par mel pour vérifier si des commandes des produits concernés sont prévues. Un exemple de mel d'alerte daté du 9 octobre 2025 est présenté en séance, ainsi que le mel au service "approvisionnement".

L'exploitant présente l'état des stocks du 24 février. Les seuils de l'arrêté préfectoral sont respectés.

L'accès à l'état de stock peut se faire à tout moment, depuis l'extérieur du site. Les données sont hébergées sur un serveur national. Il est par ailleurs sauvegardé une fois par semaine au poste de garde.

Le plan général des zones est présent dans le plan d'opération interne (POI) et affiché au poste de garde. Il ne comporte toutefois pas les mêmes intitulés de zones que celles qui figurent dans l'état de stock. Il existe un tableau de correspondance entre libellés de zones Infolog et cellules de l'entrepôt (fiches réflexe, annexe au POI). Par exemple, l'état de stocks est édité avec le code Infolog F pour la cellule 9 abritant les produits dangereux). Cette ergonomie peut être source d'erreurs et de pertes de temps lors de la transmission des informations aux autorités ou aux pompiers en cas de sinistre.

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) par la plateforme Quick-FDS. Une

<p>démonstration d'accès à une FDS est réalisée en séance.</p> <p>La gestion des FDS relève du niveau national. Sur le site de Rochefort-sur-Nenon, le logiciel n'est utilisé qu'en consultation. Aucun nouveau produit (référéncé par nom de produit ou code barre) ne peut être stocké sur site sans que la FDS n'ait été saisie au niveau national.</p> <p>Le plan d'opération interne (POI) transmis en amont de l'inspection et daté du 11 août 2025 comporte une référence à l'état des matières stockées (fiche 1.2).</p> <p>Le recalage à la suite de l'inventaire physique est quotidien. En effet, 4 ou 5 inventaristes réalisent des inventaires tournants la nuit. L'exploitant présente un exemple de mel envoyé au gestionnaire de stock pour corriger des erreurs d'adressages de colis dans l'entrepôt, à la suite de ces inventaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 1 :</u></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de disposer d'un état des stocks en cohérence avec les intitulés des 14 cellules référencées en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p>

En fin d'inspection, l'exploitant, après avoir recherché les modes de connexion au logiciel pendant la visite, présente l'état des stocks du jour permettant de connaître la nature et la quantité de matières, substances ou produits présents au sein des différentes zones de stockage. Les déchets ne sont pas inclus dans l'état des stocks.

De plus, des quantités de matières présentes dans des entrepôts extérieurs sous-traitants sont incluses dans le fichier.

Enfin, la dénomination des zones sous Infolog ne correspond pas aux noms des cellules du POI ou de l'arrêté préfectoral.

Un contrôle par sondage a été réalisé pour une palette de produit en cellule 9. Le nombre de colis indiqué dans l'état de stock était de 14 et le nombre de colis présent de 16. L'écart est dû au fait de l'activité dans l'entrepôt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 2 :

L'exploitant se familiarisera avec le logiciel d'édition de l'état de stock afin de pouvoir l'éditer de manière plus fluide et plus rapide.

Les déchets doivent être ajoutés à l'état de stock. Le nom des cellules doit être cohérent avec le POI, l'étude des dangers et l'arrêté préfectoral. Seules les quantités réellement stockées dans l'entrepôt et non dans des entrepôts sous-traitants doivent être présentes dans l'état de stock. Des informations utiles telles que les quantités d'éléments de structure (câblages, isolants, etc.) peuvent être ajoutées afin d'avoir des ordres de grandeur en cas de sinistre. Les panneaux photovoltaïques peuvent aussi figurer dans l'état de stock.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

[...]

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

L'exploitant présente un état des stocks synthétique, par grandes familles de produits (inflammables, corrosifs, etc.).

Toutefois, certaines informations n'y figurent pas telles les quantités de déchets présents au sein de chaque zone.

De plus, le logiciel utilisé intègre les quantités de produits stockés dans des entrepôts sous-traitants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande 3 : L'exploitant intégrera les déchets à son état de stocks synthétique et veillera à ce que ne figurent que les quantités de produits ou matières présents physiquement dans son entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article ANNEXE II
Thème(s) : Autre, 6. Compartimentage
Prescription contrôlée : Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;
Constats : Par sondage, l'indication du degré de résistance au feu a été constaté à l'extérieur au droit du mur REI 240 séparant la cellule 9 et la cellule 10, du côté de la zone de déchets. Par échantillonnage, les marquages de deux portes (C819 et C820) situées entre la cellule 8 et la cellule 9 ont été vérifiés. Le degré EI 240 est bien indiqué sur l'étiquette.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.7.4
Thème(s) : Autre, dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de

sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Des documents ont été demandés par échantillonnage et transmis par l'exploitant en amont de l'inspection :

1/ Désenfumage

Le compte rendu de vérification périodique du système de désenfumage manuel du 21/06/2024 fait état de dysfonctionnements des commande ou des dispositifs actionnés de sécurité (exutoires ou châssis) en cellule 11, cellule 12, cellule 3, cellule 4, cellule 5.

Un certificat de levée de réserves atteste du parfait état de fonctionnement du système de désenfumage en date du 27/01/2025.

Des dysfonctionnements dans le désenfumage ont donc perduré entre août 2024 et janvier 2025 *a minima*.

A l'aide du logiciel de suivi des vérifications périodiques, l'exploitant présente un devis du sous-traitant daté du 15/10/2024 et le bon de commande du 18/10/2024.

En 2025, 2 anomalies ont été constatées. Le devis et les justificatifs de levées de réserves sont présentés en salle. Le responsable technique présente le système qui centralise les rapports de vérifications périodiques au niveau national et le suivi des échéances (Lootibox).

2/ Détection SSI

Le rapport de vérification programmée du 27/03/2024 mentionne :

"A mon arrivée, système de détection incendie en dérangement, défaut: UT1 batterie, défaut vesda.

CMSI : portes coupe feu gel en défaut de positions.

[...]

- porte coupe feu Gel en défaut de positions (problème gel)

Reste à mon départ :1 dérangement défaut batterie UT1 (commande de la pièce en cours)

CMSI : ZC13 gel2 et ZC14 gel 1 en défaut de positions (problème dû au gel).

Le rapport de vérification programmée du 23/09/2024 mentionne :

"A mon arrivée système de détection incendie en dérangement défaut positions porte coupe feu gel.

[...]

- Reste un défaut batterie UT1, une commande est en cours sous garantie. dès réception de la commande par le client, une date d'intervention pour le remplacement des batteries sera proposé.

- Un devis pour le remplacement des batteries de l'ensemble du SSI sera proposé car les batteries seront à changer en 2026.

Reste à mon départ le défaut de position des portes coupe feu Gel + défaut batterie UT1."

3/ Extincteurs

Par échantillonnage, le rapport de vérification daté du 07/06/2024 est consulté et la levée de réserve est datée du 26/07/2024.

4/ Portes coupes feu

Le procès verbal du 13/06/2024 mentionne 10 portes hors service sur 162 (123 battantes et 39 coulissantes).

Le devis de réparation est daté du 16/07/2024, la commande par l'exploitant est datée du 17/07/2024.

Un PV de fin de travaux du 08/10/2024 sur 3 portes battantes est présenté.

Un second PV de fin de travaux du 18/02/2025 pour 13 portes (8 battantes et 5 coulissantes) est également présenté.

Toutefois, entre juin 2024 et février 2025, aucune mesure compensatoire n'est prévue pour les 13 portes ne fonctionnant pas normalement.

De plus, une porte (C1341) est en dysfonctionnement, sans réparation réalisée. Les travaux sont en effet conséquents : la porte est prise dans la glace. La porte se situe en cellule grand froid et de la condensation et/ou des infiltrations gèlent en pied de mur, dans le rail coulissant de la porte. Des travaux ont été réalisés par l'exploitant, sans succès à ce stade.

5/ Installations électriques : Q18 et Q19

Les rapports Q18 du 03/11/2023, 06/12/2024 et 12/12/2025 ont été transmis : il n'y a pas d'observation.

Les rapports Q19 du 19/12/2023, 05/12/2024, 11/12/2025 ont été présentés : il n'y a pas d'observation.

6/ Sprinklage

Le rapport de visite semestrielle du 13/06/2024 mentionne :

- *Prévoir un renfort sur tuyauterie menant au réservoir B1 à fixer contre le mur suite soudure cassé (prévoir fer u et étrier) : 1 ;*
- *Respecter les cheminées dans les racks (minimum 15 cm) : 3 ;*
- *Alarme température basse en cellule 13 et 14 à surveiller en particulier sur le risque de gel tuyauterie et tambour RIA ;*
- *Test alarme feu / porte coupe-feu et aérotherme à prévoir avec client ;*
- *Réseau enterré instable, réseau enterré sprinkler et poteau ;*
- *Prévoir remplacement batterie Groupe motopompe ainsi que batterie tableau d'alarme février 2025.*

Le rapport d'intervention du 18/11/2024 mentionne : une fuite sur le réseau SPK

Prévoir un renfort sur tuyauterie menant au réservoir B1 à fixer contre le mur suite soudure cassé (prévoir fer u et étrier) : 1-FAIT

- Respecter les cheminées dans les racks (minimum 15cm) : 3 idem ;
- Alarme température basse en cellule 13 et 14 à surveiller en particulier sur le risque de gel tuyauterie et tambour RIA (travaux de traçage et calorifugeage sur tuyauterie réalisés, restant à prévoir à la charge client l'alimentation électrique des cordons chauffants) : travaux en cours;
- Test alarme feu / porte coupe-feu et aérotherme à prévoir avec client ;
- Réseau enterré instable, réseau enterré sprinkler et poteau.
- Prévoir remplacement batterie Groupe motopompe ainsi que batterie tableau d'alarme février 2025.

Les batteries ont été remplacées en juin 2025 (bon de travaux du 02/07/2025) et l'exploitant indique que désormais les batteries sont remplacées de manière systématique tous les 4 ans.

Pour la fuite sur le réseau de sprinklage, il s'agit d'une faible fuite. Des recherches ont été réalisées et la fuite a été localisée. Une procédure "dommage ouvrages" a été ouverte au niveau des assurances. La chute de pression du réseau est compensée par la pompe jockey.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 4 :

La réparation de la porte coupe-feu dysfonctionnant fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

En ce qui concerne la fuite sur le réseau sprinklage, l'exploitant réalisera la réparation sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Liste des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques,

l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la liste de mesures de maîtrise des risques accompagnée des paramètres, consignes, modes opératoires et formations.

L'étude des dangers d'octobre 2019 inclut l'identification des principaux moyens de maîtrise des risques (chapitre 14).

Notamment, les murs REI 120 ou 240 et les portes EI 120 ou 240 sont des moyens de maîtrise des risques.

A ce titre, ils doivent être contrôlés périodiquement et en état de fonctionnement.

Le premier contrôle trimestriel de 2026 réalisé par les agents du poste de garde a fait l'objet d'un enregistrement dans le registre présent au poste de garde.

Deux portes sont défailtantes : C1431 frotte au sol et ne se ferme pas et C814 s'arrête à mi-parcours.

Par ailleurs, il est constaté lors de la visite, que la porte C1341 au niveau de la cellule grand froid reste en position ouverte car elle est prise dans de la glace. Ce défaut est constaté depuis la mise en service de l'entrepôt et fait l'objet d'une procédure dommage ouvrages au niveau des assureurs du propriétaire du bâtiment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois